

S'attaquer au coût du capital !



Qui sont les assistés, les fainéants et où sont les voyous ? Chaque année en France, on estime le montant de l'évasion fiscale à 80 milliards d'euros ! 1 000 milliards à l'échelle de l'Union européenne. Ce ne sont pas que des profits qui s'évadent ainsi, mais toute la richesse créée par les travailleurs et travailleuses. Au lieu de contribuer au bien commun, aux services publics par exemple, à la recherche et de développement ou aux salaires, cet argent cherche à échapper à l'impôt avec l'aide des banques et agit comme un puissant carburant pour l'incendie de la spéculation financière. En outre, les entreprises bénéficient de 200 milliards d'euros d'aides diverses, d'exonérations de cotisations sociales et d'impôt. Les banques sont le rouage central de ce dévoiement de l'argent vers la finance.

Mais cela ne suffit pas aux yeux d'Emmanuel Macron. Son projet : mettre toujours plus l'économie au service du capital financier, sous prétexte de « faire baisser le coût du travail » et de respecter les normes budgétaires européennes. Avec notamment la suppression de l'impôt sur la fortune, ou encore le plafonnement à 30 % de la taxation des revenus financiers, 10 milliards supplémentaires passeront dans les poches des rentiers cette année. Sans compter les 25 milliards de suppression des cotisations sociales payées par les entreprises et que tous les contribuables devront payer en plus par la CSG. C'est la casse des services publics qui s'accélère, avec les 60 milliards de réduction des dépenses publiques.

C'est tout l'inverse qu'il faut faire : s'attaquer au coût du capital ! Reformuler en profondeur la fiscalité pour faire contribuer davantage les hauts revenus et les revenus du capital et pénaliser la spéculation financière. Reorienter le crédit bancaire vers les investissements dans la création de richesses, d'emplois et la préservation de l'environnement.

Agir tout de suite

- ▶ Supprimer les passe-droits comme le « verrou de Bercy »
- ▶ Instaurer une TVA à taux zéro sur les produits de première nécessité (pain, eau, lait...) et plafonner la taxation des hydrocarbures pour baisser le prix à la pompe.
- ▶ Supprimer après évaluation les cadeaux fiscaux inutiles comme le CICE.
- ▶ Créer un droit d'information et de décision des comités d'entreprise sur les ventes de brevets, de marques et le montant des redevances et royalties payées à leurs filiales étrangères au sein même des multinationales à base française.

Changer de logique

- ▶ **Convoquer des conférences régionales et nationales pour l'emploi et la formation**, où tous les acteurs économiques et sociaux, y compris les banques, s'engageront sur des objectifs chiffrés de création d'emplois, de formation, de recherche, de préservation de l'environnement.
- ▶ **Créer un pôle financier public** pour pratiquer un crédit qui favorise la production de richesse réelle, l'emploi, la formation, les salaires et l'écologie.
- ▶ **Réformer l'impôt sur les sociétés pour en accroître le poids**, le rendre plus progressif et le moduler selon la politique de l'entreprise en matière sociale (création d'emplois, formation...) et environnementale.
- ▶ **Rendre l'impôt sur le revenu plus progressif**, et intégrer à son calcul les revenus du capital au même titre que ceux du travail. Rétablir l'impôt sur la fortune en doublant son taux et en intégrant les biens professionnels des entreprises.
- ▶ **Aller vers une disparition progressive de la CSG** en parallèle avec une réforme du financement de la protection sociale.
- ▶ **Organiser une COP fiscale pour lutter contre le dumping fiscal** par la création d'un service public mondial de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.
- ▶ **Réformer la fiscalité locale** afin qu'elle tienne compte de la situation des familles et des valeurs locatives, instaurer un impôt local incitatif assis sur le capital matériel et financier des entreprises.



**Le problème
c'est le coût du capital,
pas le coût du travail**



Devenez l'acteur du nouveau progrès social, faites nous part de vos idées. Participez aux États généraux du progrès social organisés par le PCF et envoyez nous vos contributions et vos propositions sur :

progres-social.pcf.fr